

## Pour ces scientifiques, « la limitation des pesticides est une nécessité »



*Un tracteur épand des pesticides dans un champ de blé de la région rennaise. (Photo d'illustration).*

*Archives Joël Le Gall / Ouest-France*

Environnement. Luc Aquilina, chercheur en hydrogéochimie, signe avec 34 autres scientifiques une tribune regrettant la suspension de la révision de la gestion des eaux.

Recueilli par Glen Recourt

---

### Entretien

---

Dans l'Est de la Bretagne, le débat fait rage autour de l'eau et de sa préservation. L'État, sous la pression de la FNSEA, a suspendu la révision du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) qui prévoyait, entre autres, d'interdire d'utiliser des herbicides sur certains champs de maïs près des captages d'eau potable, mais aussi de créer des retenues d'eau dans les zones humides.

**Dans une tribune, vous et vos collègues scientifiques expliquez que la limitation des pesticides est « une nécessité ». Pourquoi ?**

Parce que l'impact des pesticides sur la santé humaine est de plus en plus établi et qu'ils sont l'une des causes de l'effondrement de la biodiversité. C'est donc une question de santé humaine et de santé des écosystèmes. La mesure du Sage qui est proposée ne vise pas l'ensemble de l'agriculture mais une toute petite partie du territoire. De plus, une compensation était envisagée. Une large partie des agriculteurs sont pourtant volontaires pour changer les choses, comme l'a montré une large enquête du Shift Project (publiée fin novembre 2024).

### **Certains agriculteurs trouvent injuste qu'on se focalise sur les pollutions agricoles quand d'autres polluent également.**

Oui, mais l'agriculture est la première activité consommatrice d'eau et de produits phytosanitaires. Les industriels exercent une pression aussi avec les polluants éternels par exemple. Ensuite, je rappelle que la Bretagne est la première région agricole française, avec un tiers de l'élevage français sur 6 % de la surface agricole. Elle joue donc un rôle majeur en termes d'occupation des sols, et donc aussi possiblement de destruction des milieux et de pollutions diffuses. Sur ces sujets, il y a urgence à agir et à engager une transition agricole qui se fera sur vingt ou trente ans.

### **Pourquoi urgence ?**

On le voit avec la hausse des cancers. Urgence ensuite en termes de ressources en eau disponible. À cause du réchauffement climatique, les tensions sur ce point sont de plus en plus importantes. Pourtant, sur toutes ces questions, ce sont les industriels et une certaine agriculture qui ont systématiquement gain de cause, parce que derrière, il y a la question de la protection des emplois, de l'économie. Face à cela, la question de la protection des milieux ne fait souvent pas le poids.

### **À partir du moment où il y a un changement de pratique, combien de temps est nécessaire pour que le milieu se rétablisse ?**

D'un point de vue de l'écosystème, c'est-à-dire de la biodiversité – les arbres, les poissons –, la reconquête peut être assez rapide. On parle de quelques années. Pour ce qui est de la qualité de l'eau, ma réponse est

double. Même pour des pesticides interdits depuis des années, on en retrouve toujours des traces.

Donc, pour revenir à aucune pollution, il faut un temps vraiment très long. En revanche, si on a une interdiction ou une forte diminution, en quelques années, on observe des répercussions positives sur le milieu. Le problème, c'est que nous n'avons pas assez d'espaces d'expérimentation, comme pourrait l'être le bassin-versant de la Vilaine.